

Le Département serre la vis et poursuit l'investissement

Le Conseil départemental a débattu de ses orientations budgétaires hier

C'est la quadrature du cercle. Comment maintenir le niveau d'investissement et préserver le dynamisme du territoire quand les dotations de l'État chutent de façon spectaculaire, tandis que le principal poste de dépenses du Département (les prestations sociales obligatoires), continue de grimper, tout en refusant expressément d'augmenter les impôts auprès des habitants du département ?

Tel était le principal enjeu du débat sur les orientations budgétaires qui s'est tenu hier devant l'assemblée du Conseil départemental. Une première étape avant le vote du budget, le 25 mars prochain, deuxième acte politique fort de la majorité, après la présentation de son programme, ses "états généraux de Provence" (notre édition d'hier).

L'idée de la nouvelle majorité est donc de soutenir son investissement pour créer richesses et emplois sur le territoire. Ce qui entraînerait, à terme, une baisse du nombre d'allocataires du revenu de solidarité active (RSA), qui coûte 536 millions d'euros par an sur les 2,4 milliards du budget. Au total, les dépenses sociales atteignent 1,3 milliard.

"Un budget courageux et ambitieux"

Didier Réault, vice-président délégué aux finances, a été chargé de présenter le rapport et de détailler la philosophie du projet : "Entre 2014 et 2017, l'État va diminuer ses dotations de 120 millions. Nous avons décidé de ne pas augmenter le taux de la taxe foncière. C'est un axe fort et une contrainte. Nous sommes en train d'effectuer des économies de fonctionnement. C'est une politique à long terme. La première politique sociale, c'est la création de richesses et donc d'emplois. Nous maintiendrons

donc l'investissement."

Pour l'opposition, les principales critiques se sont focalisées sur les budgets qui seront alloués à la solidarité. Benoît Payan, du groupe socialiste et écologiste, s'est lancé dans l'arène : "Nous sommes inquiets des mesures sociales que vous prenez. En politique, c'est comme en amour, seules les preuves comptent. Comme la suppression d'Ordina 13, de la surprime de Noël et celle de la prime aux transports..."

Même son de cloche chez Michèle Rubirola (socialiste et écologiste) : "Vous avez fait le choix de rogner sur la solidarité. S'agirait-il de montrer du doigt les plus modestes d'entre

nous ?" Des arguments que Martine Vassal a longuement écoutés, avant de se lancer dans une contre-offensive : "Nous voulons que ce budget soit ambitieux et courageux. Nous avons été élus sur un programme. Notre particularité, c'est que nous l'appliquerons. Nous serons aux côtés de ceux qui en ont le plus besoin, y compris auprès des classes moyennes qui vont travailler et qui dépensent beaucoup d'argent pour se déplacer. L'idée, c'est de pouvoir faire mieux avec moins. Ces choix, je les ferai avec ma majorité. Unis et rassemblés, nous pourrions changer le devenir de la Provence."

Romain LUONGO



Martine Vassal et les élus de la majorité ont pu détailler leurs ambitions pour le prochain budget qui sera voté le 25 mars, dans un contexte de baisse des dotations de l'État.

/ PHOTO DAVID ROSSI

Une taxe pour les touristes

La hausse sera minime. De l'ordre de quelques centimes, voire un peu plus d'un euro pour les établissements les plus huppés. Le Conseil départemental a aussi voté hier une disposition permettant de mettre en place une taxe additionnelle sur la taxe de séjour, collectée essentiellement par les hôtels, permettant au Département de générer entre 600 000 et 700 000 euros chaque année. R.L.